Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Le cadeau de départ du clan Bush : un dernier pillage frénétique des biens publics.

Par Naomi Klein
Mondialisation.ca, 10 novembre 2008
The Nation 10 novembre 2008

Région : États-Unis
Thème: Économie

Le hold-up américain des richesses financées par le public, sans aucune contrepartie : une véritable aubaine pour les grandes entreprises.
Bienvenue au capitalisme sans risques.

Durant les derniers jours de la campagne présidentielle, beaucoup de républicains semblent avoir abandonnés la lutte pour le pouvoir. Mais ne vous y trompez pas : cela ne signifie pas qu'ils se reposent. Si vous voulez voir le véritable travail actif des républicains, vérifiez l'énergie qu'ils utilisent pour distribuer de gros paquets des 700 milliards de dollars qu'ils jettent par la fenêtre.

Lors d'une récente audition d'un comité sénatorial bancaire, le républicain Bob Corker s'est vu assigné cette tache, et avec une date butoire très claire en vue : l'investiture.

« *Combien pensez-vous qu'il soit possible environ de dépenser actuellement avant le 20 janvier ?* » demandait Corker à Neel Kashkari, le banquier âgé de 35 ans qui était avant lui en charge du butin.

Quand les colonialistes européens ont réalisés qu'ils n'avaient pas d'autre choix que de redonner le pouvoir aux citoyens indigènes, ils ont souvent concentré toute leur attention à dérober les trésors locaux de l'or et de tout le bétail qui avait de la valeur. S'ils étaient vraiment cruels, comme les portugais au Mozambique dans la moitié des années 1970, ils allaient jusqu'à verser du béton dans les ascenseurs des puits des mines.

Rien d'aussi barbare en ce qui concerne le clan Bush. Plutôt que d'utiliser le pillage ouvert, ils préfèrent les outils bureaucratiques, comme les actions « des actifs précaires » et le « programme d'achats de capitaux ». Mais ne vous méprenez pas : le but est bien le même que celui utilisé par les portugais vaincus – un dernier pillage frénétique des richesses publiques avant qu'ils ne rendent les clés du coffre fort.

Comment autrement expliquer les décisions étranges qui ont dominé lors des discours sur l'argent du renflouement ?

Quand l'administration Bush a annoncé qu'elle voulait investir 250 milliards de dollars dans les banques américaines en échange de crédits, le plan était alors largement mentionné comme une « *nationalisation partielle* » – une mesure radicale indispensable pour que les banques puissent encore donner des emprunts. Henry Paulson, le Ministre de l'Economie et des Finances, a eu une idée de génie, nous a-t-on dit, et suivait l'exemple de Gordon Brown.

En fait, il n'y a jamais eu aucune nationalisation, partielle ou autre. Les contribuables américains n'ont gagné aucun contrôle significatif sur les banques, et c'est pourquoi les banques sont libres de dépenser ce nouvel argent comme bon leur semble.

Chez Morgan Stanley, il semblerait que la plus grande partie du butin servira à payer les primes annuelles. Citigroup a fait comprendre qu'ils utiliseraient leur 25 milliards pour acheter d'autres banques, alors que John Thain, le directeur général de Merrill Lynch, disait aux analystes financiers : « *au moins pour le prochain trimestre, cela va juste nous servir de coussin*« .

Pendant ce temps, le gouvernement américain, est réduit à supplier les banques pour qu'elles utilisent au moins une partie du butin des contribuables pour des prêts – officiellement, la raison de tout le programme.

Quel est alors le véritable objectif du renflouement ? Mes craintes sont que cet empressement de transactions est quelque chose de bien plus ambitieux qu'un cadeau unique aux grandes entreprises : mais que la version de Bush d'une « *nationalisation partielle* » est une manipulation pour transformer le trésor américain en un distributeur de billets géant et sans fond pour les banques dans les années à venir.
Souvenez-vous que la préoccupation principale parmi les acteurs des grands marchés, en particulier des banques, ce n'est pas le manque de crédits mais le prix des crédits « toxiques ».

Les investisseurs ont perdu toute confiance dans l'honnêteté des grands acteurs financiers, et avec de bonnes raisons.

C'est là que le renflouement du trésor public paie un maximum. En achetant des intérêts dans ces institutions financières, le trésor public envoie un signal au marché en disant que c'est un pari sûr.

Pourquoi sûr ? Non pas parce que leur niveau de risque a été finalement évalué avec précision. Ni parce qu'ils auraient renoncés aux sortes d'outils exotiques et aux taux variables à outrance qui ont créé la crise. Mais parce que le marché va maintenant être assuré que le gouvernement américain ne laissera pas ces entreprises particulières faire faillite. Si ces entreprises se mettent en difficultés, les investisseurs vont dorénavant assumer que le gouvernement continuera à trouver toujours plus d'argent pour les renflouer, puisque leur permettre de faire faillite signifierait perdre totalement l'investissement du capital initial, et pour beaucoup d'entre elles, cela se chiffrera en billions. (Il suffit d'observer le géant des assurances AIG, qui s'est déjà retourné vers les contribuables pour une rallonge, et qui semble apparemment prêt à en demander une troisième fois.)

Ce fait de relier les intérêts publics aux entreprises privées est le véritable objectif du plan de renflouement : Paulson choisit toutes les entreprises qui sont admises à ce programme – un nombre d'environ plusieurs milliers – une garantie implicite du Ministère de l'Economie et des Finances.

Pour les investisseurs capricieux et frileux qui cherchent des placements sûrs pour conserver leur argent, ces transactions de capitaux seront encore plus sécurisants qu'un triple A de l'agence d'évaluation Moody.

Une telle assurance est inestimable. Mais pour les banques, la meilleure partie du cadeau c'est que le gouvernement les paie pour qu'elles acceptent sa certification. Pour les contribuables, de l' autre côté, la totalité du plan est extrêmement risquée, et pourrait vraisemblablement leur coûter bien plus que l'idée originale de Paulson d'acheter pour 700 milliards de dollars de dettes toxiques. Dorénavant les contribuables ne sont pas seulement dépendants pour les dettes, mais probablement, aussi pour le destin de chaque entreprise qui leur vend ces crédits.

Il est intéressant de voir que les géants des fonds hypothécaires Fannie Mae et Freddie Mac, ont tous les deux bénéficié de ce genre de garantie tacite avant qu'ils ne soient « nationalisés » au début de cette crise. Durant des décennies, le marché avait compris que, puisque ces acteurs privés étaient impliqués avec le gouvernement, on pouvait faire confiance à l'Oncle Sam pour sauver la mise. C'était, comme beaucoup l'ont dénoncé, le pire de tous les maux de la terre. Non seulement les profits sont privatisés alors que les risques sont socialisés, mais le soutien implicite du gouvernement créait ainsi une incitation des systèmes de primes puissantes pour des pratiques d'affaires dangereuses.

Avec le nouveau programme de rachat des emprunts, Paulson a utilisé le modèle discrédité de Fannie et Freddie et l'a appliqué à une majeur partie du système industriel privé bancaire. De nouveau, il n'y a aucune raison de s'écarter des paris dangereux, particulièrement depuis que le Ministère de l'économie et des finances n'a posé aucune exigence aux banques (apparemment, ils ne veulent pas d'un « *controle minimum*«)

Pour stimuler plus encore la confiance du marché, le gouvernement fédéral a également annoncé des garanties publiques illimitées pour beaucoup de comptes bancaires de dépots. Oh, et comme si ce n'était pas suffisant, le Ministère de l'économie et des finances a encouragé les banques à se regrouper, certifiant que les seules entreprises qui resteront seront « *trop grandes pour faire faillite*« , et garantit ainsi leur renflouement.

De trois façons différentes, le marché est informé haut et fort que Washington ne permettra pas que les institutions financières subissent les conséquences de leur comportements. Il est possible que cela soit l'innovation de Bush la plus créatrice : un capitalisme sans risques.

Il y a une étincelle d'espoir. En réponse à la question du sénateur Corker, le Ministère de l'économie et des finances a en effet des difficultés à distribuer les fonds du renflouement. Jusqu'à présent environ 350 milliards de dollars ont été demandés sur les 700, mais la plus grande partie n'est pas encore sortie des caisses de l'état. Cependant, il devient de plus en plus clair chaque jour que le renflouement a été « vendu » à la population sous de faux prétextes. Clairement, cela n'a jamais vraiment concerné la fluidité des emprunts. C'était depuis toujours pour mettre en place ce qui est fait : tranformer l'état en une agence d'assurance géante pour Wall Street, un filet de sécurité pour les personnes qui en ont le moins besoins, subventionnés par les populations qui auraient le plus besoins de la protection de l'état dans la tornate économique qui arrive.

Cette duplicité est une opportunité politique. Qui gagnera les élections le 4 novembre aura une autorité morale énorme. Elle devrait être utilisée pour exiger un moratoire et l'arrêt de la distribution des fonds, non pas après l'investiture, mais dès le départ. Tous les contrats devraient être renégociés, cette fois l'obtention de garanties du public.

Il est risqué bien sûr d'interrompre le processus du renflouement. Rien ne pourrait être plus dangereux, cependant, que d'autoriser le clan Bush à faire ce cadeau d'adieu aux grandes

entreprises – le cadeau qui va continuer à vider les caisses publiques.

Article original en anglais, The Bailout: Bush's Final Pillage, 29 octobre 2008. Texte publié dans The Nation.

Version française http://www.robin-woodard.eu/, publié également par Le Grand Soir. Traduit par Anik le 8 novembre 2008.

La source originale de cet article est The Nation
Copyright © Naomi Klein, The Nation, 2008

Articles Par : Naomi Klein

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca